



Coupures de courant à Gaza orchestrées par Israël : une punition collective tacitement approuvée par les Etats-Unis

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2007

[WSWS](#) 31 octobre 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),

[Militarisation](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La décision d'Israël de commencer à couper le courant dans la Bande de Gaza est une action de punition collective en violation du droit international. Cela représente une nouvelle étape dans les efforts faits par Israël de réduire par la faim le peuple palestinien. Israël avait imposé un embargo économique sur Gaza après que le Hamas ait pris, en juin, le pouvoir des mains du Fatah qui est à présent dirigé par le président pro-occidental de l'Autorité palestinienne (AP), Mahmoud Abbas.

Le ministre de la Défense, Ehoud Barak a approuvé les plans dressés par l'*establishment* de la défense le 25 octobre. Dimanche on rapportait que la compagnie israélienne d'électricité, Dor Alon avait confirmé avoir reçu des instructions pour commencer à réduire l'approvisionnement.

La population de Gaza de 1,4 million de personnes utilise environ 200 mégawatts d'électricité, dont 120 directement fournis par Israël et 65 produits dans une centrale thermique palestinienne locale qui dépend elle-même de l'énergie israélienne. Seuls 17 mégawatts proviennent de l'Egypte.

Dans un premier temps, Israël va perturber l'électricité dans diverses régions de la Bande. L'approvisionnement d'Israël vers Gaza passe par cinq lignes électriques, dont quatre livrent de l'électricité à une base militaire de la région et ne peuvent être fermées. La cinquième ligne transmet l'électricité d'Israël à Beit Hanun à l'est de Gaza, qui selon toute attente sera le plus durement touché par ce plan.

Israël fournit aussi tous les combustibles dont Gaza a besoin, y compris le diesel, l'essence et le gaz naturel, qui seront limités plus encore qu'ils ne le sont déjà.

Samedi dernier, le ministre adjoint de la Défense, Matan Vilnai a dit que le tribunal avait donné son autorisation finale à ce projet suivant lequel Israël va « réduire de manière significative », soit d'environ deux tiers, l'électricité fournie à Gaza dans les semaines à venir. Pour commencer, l'électricité sera coupée chaque fois que des militants enverront des roquettes sur Israël.

Vilnai a décrit le projet comme un « désengagement graduel de Gaza en matière d'électricité. » Il a dit clairement qu'Israël était déterminé à finalement couper entièrement

l'électricité, exprimant avec un cynisme extrême le « souhait que les habitants de Gaza produisent leur propre électricité et ne dépendent pas de nous ».

Il a justifié cette démarche en parlant de Gaza comme d'une « entité hostile », terme employé pour la première fois en septembre pour justifier le projet de stopper l'approvisionnement. Ce terme et les références au « désengagement » sont utilisés par Israël pour affirmer qu'il n'a plus l'obligation, en tant que force d'occupation, de fournir des services à la population civile en vertu du droit international.

Mais malgré le retrait de Gaza de ses forces, il y a de cela deux ans, Israël en contrôle les frontières, l'espace aérien et les eaux territoriales et utilise ceci pour étrangler la vie économique sur la bande côtière.

L'Autorité palestinienne (AP) dirigée par Abbas a qualifié la décision d'Israël de « crime de guerre » et de « punition collective contre notre peuple de la Bande de Gaza ». Mais ses protestations se sont révélées totalement insincères du fait que deux heures de discussions se sont tenues entre Abbas et le premier ministre israélien Ehoud Olmert lors d'un déjeuner, le jour suivant, pour préparer le sommet à venir de l'administration Bush à Annapolis dans le Maryland.

L'AP participe directement à l'offensive en cours d'Israël contre le Hamas, mais craint qu'une attaque aussi ouverte sur la population toute entière de Gaza ne conduise le Fatah à perdre le contrôle sur la population de la Cisjordanie qui devient de plus en plus agitée.

Le négociateur palestinien, Saeb Erekat a demandé une intervention internationale du Quartet du Moyen-Orient – les Etats-Unis, l'Union européenne, les Nations Unies et la Russie – afin d'empêcher Israël de couper l'électricité et l'approvisionnement en combustibles de Gaza. Mais le silence fut assourdissant, notamment de la part de Washington, qui contrôle les cordons de la bourse d'Israël et serait en mesure, sans grande difficulté, de mettre fin à cette action s'il n'était pas tacitement d'accord avec Tel-Aviv. Il ne restait plus aux porte-parole du Fatah qu'à se plaindre et dire combien la punition collective infligée à Gaza rendait difficile pour eux la signature d'un accord avec Israël.

Le prétexte pour l'action d'Israël a été fourni par les attaques de roquette Qassam lancées par des groupes de militants palestiniens de Gaza, dont on estime à 1 000 le nombre lancé durant ces quatre derniers mois.

Néanmoins, la riposte d'Israël n'est ni légale ni proportionnelle.

Les roquettes Qassam sont des missiles de petite taille, rudimentaires et non guidés qui sont employés depuis des années. Ils ont tué au total 13 personnes et en ont blessé environ 200, bien que l'un d'eux ait récemment blessé plus de 70 soldats israéliens. Le ministre de la Défense israélien a qualifié les roquettes Qassam de « menace psychologique plus que physique ».

Israël a essayé d'exagérer la menace en parlant de roquettes Katyushka plus grandes et plus sophistiquées, mais on n'en aurait trouvé que trois jusqu'à présent.

Les roquettes ne sont en fait qu'une riposte quelque peu dérisoire dans un conflit militaire manifestement inégal. Au moins 4274 Palestiniens ont été tués depuis le 29 septembre 2000 contre 1024 Israéliens. Moins d'un tiers des victimes israéliennes sont des civils contre 2023 Palestiniens non combattants tués.

Israël resserrant son étau sur les Territoires occupés, cette différence s'est creusée. 660 Palestiniens au total ont été tués en 2006, dont 141 mineurs, alors que 17 civils israéliens et six membres des forces de sécurité ont été tués par les Palestiniens. A Gaza uniquement, l'attaque militaire israélienne en juin de l'année dernière avait tué 405 Palestiniens, dont 88 mineurs, et un total de 205 non-combattants. Israël avait aussi détruit plus de 300 foyers palestiniens.

Même ces chiffres terribles ne tiennent pas compte de l'impact du siège d'Israël sur l'espérance de vie, notamment pour les bébés, les enfants, les malades et les personnes âgées.

Le fait qu'Israël a fermé les frontières de Gaza à presque tout, sauf la nourriture et les médicaments de l'aide humanitaire, a quasiment détruit le peu qu'il restait de son économie.

Avant même ce blocus, Israël avait retenu illégalement les taxes et droits de douane qu'il collecte pour l'AP, et qui correspondent à peu près à 50 pour cent des revenus de cette dernière. Il n'a depuis remis ces fonds qu'à la Cisjordanie dirigée par le Fatah. Le Quartet (Etats-Unis, Union européenne, Russie et Nations Unies) a aussi tout arrêté sauf l'aide humanitaire à Gaza.

51 pour cent en tout des Palestiniens dépendent de cette aide pour la nourriture, et la malnutrition est le principal problème de santé publique. De plus, 64 pour cent des Palestiniens sont passés en dessous du seuil de pauvreté en 2006, et près de 80 pour cent des habitants de Gaza vivent maintenant avec moins de 2 dollars par jour et dépendent des colis de nourriture des Nations Unies.

Selon un reportage de la Banque mondiale, le mois dernier, 90 pour cent de la production industrielle de Gaza a cessé et la production agricole a baissé de 50 pour cent en 2007.

Israël n'autorise quasiment aucun produit fini ou marchandise à entrer ou à quitter la Bande de Gaza. Quasiment toute construction a été stoppée, dont des projets d'une valeur de 90 millions de dollars alloués par les Nations Unies pour la construction de maisons, d'écoles et de traitement des égouts. Le chômage s'élève à plus de 75 pour cent. La production de nourriture d'hiver de Gaza, tels les fraises et les tomates cerises, va très probablement pourrir. Le prix des produits de base a augmenté de 30 pour cent ces six derniers mois. Le prix du sac de farine de 50 kilos a augmenté de 80 pour cent.

Israël bloque, retarde et harcèle de façon arbitraire les personnes qui ont un problème médical urgent et qui ont besoin de quitter la Bande de Gaza, ainsi que les étudiants qui veulent faire des études universitaires à l'étranger. Les Nations Unies déclarent qu'en moyenne cinq patients de Gaza par jour seulement entrent dans Israël, par rapport à 40 par jour en juillet. Les propres installations médicales de Gaza sont confrontées à une pénurie de médicaments et d'équipement de laboratoire en état de marche.

Walter Fust, à la tête de l'organisme suisse, Direction pour le développement et la coopération (DDC), a qualifié la situation à Gaza d'« intenable » et de « choquante » à la fin d'une récente visite de quatre jours. Il a dit que la situation de la nourriture s'était aggravée « considérablement », avec 30 pour cent des enfants sous-alimentés et a décrit la situation dans les hôpitaux et les dispensaires comme précaire.

Des personnalités militaires israéliennes de haut rang ont appelé à une incursion de grande envergure dans Gaza, mais le gouvernement n'y a pas donné suite s'efforçant d'avoir l'air de faire le nécessaire dans la recherche de la paix à quelques jours de la conférence sur le Moyen-Orient, soutenue par les Etats-Unis et qui doit se tenir vers la fin du mois à Annapolis, dans le Maryland.

Néanmoins, des raids répétés ont eu lieu à la frontière de Gaza, dont un le 17 octobre et une incursion plus importante le 25 octobre - le jour où Barak approuvait les coupures de courant - près de Khan Younis au sud est. Des bulldozers ont aplani des terres agricoles sur un kilomètre dans la région de Al-Fukhari jusqu'à l'est de Khan Younis et des soldats ont fait des descentes dans plusieurs maisons et procédé à des arrestations.

Article original anglais, WSWS, paru le 29 octobre 2007.

Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca